



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

**9025<sup>e</sup>** séance

Vendredi 29 avril 2022, à 10 heures

New York

*Provisoire*

<i>Présidente :</i>	Dame Barbara Woodward . . . . .	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Albanie . . . . .	M. Hoxha
	Brésil . . . . .	M. de Almeida Filho
	Chine . . . . .	M. Xing Jisheng
	Émirats arabes unis . . . . .	M <sup>me</sup> Nusseibeh
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
	France . . . . .	M <sup>me</sup> Gasri
	Gabon . . . . .	M. Biang
	Ghana . . . . .	M. Korbieh
	Inde . . . . .	M. Raguttahalli
	Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
	Kenya . . . . .	M. Kiboino
	Mexique . . . . .	M. Gómez Robledo Verduzco
	Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Heimerback

## Ordre du jour

La situation en Libye

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Libye**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2022/356, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour :*

Albanie, Brésil, Chine, France, Gabon, Ghana, Inde, Irlande, Kenya, Mexique, Norvège, Fédération de Russie, Émirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2629 (2022).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

**M<sup>me</sup> Nusseibeh** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Les Émirats arabes unis se félicitent de l'adoption de la résolution 2629 (2022) qui proroge le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Nous remercions le Royaume-Uni des efforts qu'il a déployés, en sa qualité de rédacteur, afin de faciliter les négociations qui ont conduit à l'adoption de la résolution, qui réaffirme ainsi le soutien du Conseil de sécurité à un processus politique global, dirigé et contrôlé par les Libyens.

Nous espérons que la Mission continuera de s'acquitter efficacement de son mandat en tenant compte du fait que le Conseil approuve les recommandations de l'examen stratégique, y compris le retour de la Mission à sa configuration antérieure. Nous encourageons également la MANUL à intensifier ses efforts pour faire avancer le processus politique ainsi que les volets sécuritaire et économique.

Nous espérons qu'à l'avenir le Conseil sera en mesure d'adopter un projet de résolution global et sur le fond qui réponde à l'évolution future des événements en Libye. Nous soulignons l'importance pour le Conseil de continuer à parler d'une seule voix pour soutenir la Libye dans la concrétisation des aspirations de son peuple.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) : Tout d'abord, je voudrais exprimer notre reconnaissance au Royaume-Uni pour ses efforts déterminés en tant que rédacteur du texte relatif au renouvellement de mandat.

L'Irlande a voté pour la résolution 2629 (2022) aujourd'hui parce que nous pensons qu'une Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) efficace est indispensable pour soutenir le peuple libyen et ses attentes légitimes concernant un avenir démocratique et pacifique. Avec l'adoption de cette résolution, le Conseil de sécurité est enfin parvenu à se mettre d'accord sur la mise en œuvre, tant attendue, des recommandations de l'examen stratégique de la Mission. Nous pensons que cela permettra à la MANUL d'avoir un effet optimal sur le terrain, y compris grâce à la réforme de la structure de direction de la Mission. Nous espérons qu'un représentant spécial du Secrétaire général sera nommé rapidement.

La poursuite de l'appui de l'ONU et du Conseil de sécurité est également indispensable pour sortir de l'impasse politique actuelle et aider les parties prenantes libyennes à trouver un accord sur la voie à suivre et sur la tenue d'élections dans les meilleurs délais. Le texte de la résolution souligne l'importance d'élections libres, régulières et inclusives, tout comme la nécessité de respecter l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020.

Malgré notre vote positif d'aujourd'hui, nous regrettons sincèrement qu'en raison de l'objection et de l'intransigeance d'un membre du Conseil, nous n'ayons pas été en mesure de dégager un consensus sur un renouvellement du mandat pour une durée d'un an, comme l'avait initialement proposé le rédacteur. Au lieu de cela, nous nous sommes malheureusement rabattus une fois de plus sur un renouvellement pour une courte période de trois mois.

C'est la quatrième fois que nous recourons à une prorogation de courte durée, essentiellement technique, du mandat de la MANUL depuis notre entrée au Conseil. Nous sommes convaincus qu'une prorogation plus longue apporterait à la Mission la stabilité et la prévisibilité dont elle a tant besoin à un moment critique et sensible de la transition en Libye.

Qui plus est, de nombreux éléments fondamentaux sont désormais absents de ce texte, notamment sur les droits de l'homme, le rôle des femmes et la situation humanitaire, pour n'en citer que quelques-uns. Nous souhaitons réaffirmer que la dernière résolution de fond renouvelant le mandat de la MANUL, la résolution 2542 (2020) de septembre 2020, reste le cadre directeur en ce qui concerne le rôle de la Mission sur le terrain.

**M. Hoxha** (Albanie) (*parle en anglais*) : L'Albanie se félicite du renouvellement du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), que nous avons soutenu. Je voudrais vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que l'équipe du Royaume-Uni, en sa qualité de rédactrice, de ses efforts inlassables et la féliciter du résultat auquel nous sommes parvenus.

L'Albanie se félicite en outre de l'accent mis par la résolution 2629 (2022) sur l'application des recommandations issues de l'examen stratégique indépendant et encourage vivement une telle application. Nous saluons les efforts de médiation déployés par la Conseilère spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Stephanie Williams, pour ouvrir la voie à des élections nationales dans le cadre d'un processus politique durable, mené par les Libyens sous les auspices de l'ONU. Nous espérons que les pourparlers, qui se tiendront au Caire au mois de mai, permettront de faire avancer l'aspiration du peuple libyen à des élections nationales, organisées sur une base constitutionnelle, et attendons des parties qu'elles participent aux négociations de bonne foi.

L'Albanie et d'autres membres du Conseil ont exprimé haut et fort leur soutien à un renouvellement de fond du mandat de la MANUL. Cela n'a malheureusement pas été le cas. Nous sommes déçus qu'un membre du Conseil ait imposé une prorogation technique malgré la coopération et les efforts sincères des autres membres du Conseil. Nous espérons vivement que tous les membres du Conseil travailleront de manière constructive pour garantir à la Mission un financement et des ressources prévisibles, ainsi qu'un mandat solide pour opérer sur le terrain à l'avenir.

**M. de Almeida Filho** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie les membres du Conseil de sécurité de la souplesse dont ils ont fait preuve tout au long des négociations afin que la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) dispose d'un mandat solide qui lui permette de relever les défis du processus de paix et de répondre aux attentes placées dans le Conseil par le peuple libyen.

La mise en œuvre des recommandations issues de l'examen stratégique indépendant n'a que trop tardé. La MANUL a besoin d'une structure adéquate, avec une direction basée à Tripoli et en contact étroit avec les acteurs politiques libyens concernés, afin de s'acquitter de ses fonctions. En intégrant les recommandations dans le mandat, le Conseil apporte une réponse forte à la crise politique en Libye, qui est à nouveau confrontée aux dangers de la déstabilisation.

Nous espérons que la résolution 2629 (2022) ouvrira la voie à la nomination d'un nouveau représentant spécial du Secrétaire général sans plus attendre. La désignation de la nouvelle direction de la MANUL confirmera aux forces politiques libyennes que le Conseil est sérieux quant à son engagement à appuyer le processus de réconciliation nationale.

Nous regrettons qu'une fois de plus, il n'y ait pas eu de consensus entre les membres pour approuver une prorogation plus longue du mandat de la MANUL. Le Brésil est d'avis que la Mission bénéficierait d'une prorogation d'une année, ce qui garantirait une plus grande prévisibilité et faciliterait la sélection du Représentant spécial.

Nous espérons qu'en juillet, lorsque le Conseil réexaminera la question, nous serons enfin en mesure de surmonter nos différences et de faire ce que l'on attend de nous au nom de la paix, de la stabilité et de la prospérité pour tous les Libyens.

**M. Gómez Robledo Verduzco** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique a voté pour la résolution 2629 (2022) étant donné l'importance d'assurer la continuité du travail de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) face à la situation délicate dans laquelle se trouve le processus politique libyen.

Si les recommandations issues de l'examen stratégique indépendant ont été intégrées au nouveau mandat, notamment en ce qui concerne la reconfiguration de la direction de la Mission, nous estimons qu'une prorogation de trois mois, en pratique et de toute évidence, est insuffisante pour avancer vers leur pleine mise en œuvre.

Le texte aurait pu inclure des éléments très importants afin de promouvoir la stabilisation de la Libye, notamment en ce qui concerne la lutte contre le flux illégal d'armes, la coordination avec les pays de la région et la mention du processus de réconciliation nationale, pour n'en citer que quelques-uns.

Nous saisissons également cette occasion pour rappeler qu'il est important de nommer, dès que possible, un représentant spécial pour assumer la direction de la MANUL et créer les conditions d'un renouvellement de fond du mandat de la Mission.

Enfin, nous appelons tous les membres du Conseil et la communauté internationale, en général, à promouvoir un accord entre les acteurs politiques libyens qui conduise à des élections libres, régulières et inclusives, avec la pleine participation des femmes et des jeunes.

**M<sup>me</sup> Heimerback** (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège remercie l'équipe chargée de la rédaction de ses efforts en vue d'obtenir un accord sur un renouvellement de fond du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Nous nous félicitons que la résolution 2629 (2022) demande à la MANUL de mettre en œuvre les recommandations issues de l'examen stratégique et réaffirme l'appui du Conseil aux élections.

Toutefois, nous regrettons que le Conseil n'ait pas été en mesure de se mettre d'accord sur une résolution globale et de fond avec un renouvellement d'un an. Malgré les efforts déployés de bonne foi par 14 membres du Conseil, un membre a choisi de bloquer un tel résultat.

C'est la troisième fois que le Conseil négocie un texte qui au final n'a pas été présenté. Nous avons appuyé les précédentes moutures du texte, qui reflétaient les faits nouveaux pertinents en Libye et contenaient un libellé important sur des questions telles que la coopération régionale, la réconciliation nationale et la participation des femmes au processus politique. L'incapacité du Conseil à convenir d'un mandat global et de fond envoie un signal regrettable non seulement au peuple libyen, mais aussi à l'ensemble de la région.

La MANUL joue un rôle central dans le soutien au processus politique libyen et contribue à la stabilité en Libye, notamment en coopération avec l'Union africaine et les mécanismes régionaux de coopération en matière de sécurité. Cette stabilité est essentielle pour le peuple libyen, les pays voisins et l'ensemble du continent africain.

Néanmoins, notre première priorité est de garantir la poursuite du mandat de la MANUL. Nous espérons que les 15 membres du Conseil apporteront une contribution constructive lorsque le mandat sera à nouveau renouvelé en juillet.

**M. Biang** (Gabon) : Le Gabon a voté pour le renouvellement technique du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Nous n'avons pas voulu être en retrait du consensus. Cependant, nous notons que les membres du Conseil une fois de plus ont du mal à transcender leurs divisions et à privilégier l'intérêt du peuple libyen.

Nous ne pouvons donc pas nous empêcher de souligner, pour le déplorer, qu'il s'agit du troisième renouvellement technique. Il est regrettable que cette absence de consensus pour un mandat plus consistant et plus prévisible de la MANUL intervienne au moment où la Libye est à une phase charnière de son histoire.

Il est évident que, sur le plan politique, le pays risque de nouveau l'implosion, avec deux Gouvernements. La perspective d'organiser des élections dans les meilleurs délais, que nous voulons, ne va malheureusement pas répondre aux causes profondes de cette division. Les Libyens doivent dialoguer et un processus de réconciliation nationale est fondamental. Le rétablissement d'un climat de confiance entre toutes les parties prenantes nous paraît également essentiel pour la stabilité du pays. La communauté internationale doit accompagner ce processus en dotant la MANUL d'un mandat renforcé.

Nous souhaitons une plus grande implication des Africains dans la résolution des crises africaines. Avant tout, c'est l'Afrique qui est impactée par les crises dans son continent. Nous voulons appeler à la désignation, dans les meilleurs délais, d'un représentant spécial du Secrétaire général pour la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, et nous espérons que ce sera un Africain. C'est un impératif.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie a appuyé la résolution 2629 (2022), préparée par le Royaume-Uni, qui proroge le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

Nous avons néanmoins de nombreuses questions sur le travail de la Mission, questions que nous avons activement soulevées durant les négociations sur le texte. Nous sommes convaincus qu'il est inacceptable, à un moment aussi important et, sans exagération, critique pour le pays, de conserver la configuration actuelle des efforts de médiation de l'ONU en Libye.

C'est pourquoi nous avons insisté pour que le texte reflète clairement et sans ambiguïté la nécessité de désigner d'urgence un nouveau responsable de

l'équipe des Nations Unies en Libye. Nous comptons sur le Secrétaire général pour s'acquitter de cette tâche critique et nommer un représentant spécial.

Pour accélérer le processus, nous avons systématiquement plaidé pour un renouvellement de trois mois seulement du mandat de la mission car, depuis plus de six mois, du fait de l'absence d'un représentant spécial, la MANUL n'a pas été pleinement en mesure d'accompagner le processus politique en Libye. Il importe que l'action des Nations Unies sur le dossier libyen soit organisée comme il convient. C'est important non seulement pour la Russie mais surtout, pour la Libye elle-même. N'oublions pas que nous sommes tenus de respecter des normes strictes pour l'action des Nations Unies, en premier lieu desquelles figure l'impartialité qui, malheureusement, ne suscite pas grand intérêt chez plusieurs de nos collègues.

Si, dans un avenir proche, nous constatons à nouveau que le processus de nomination d'un représentant spécial est délibérément retardé pour satisfaire à des motifs opportunistes, nous en tirerons de graves conclusions quant à l'avenir de la MANUL.

Nous déplorons également que certains membres du Conseil de sécurité ne soient pas prêts à accepter un scénario dans lequel la MANUL serait dirigée par un représentant du continent africain. Non seulement cette approche n'est pas constructive, mais elle n'est en définitive rien d'autre qu'une manifestation de néocolonialisme. Il faut rappeler que l'Union africaine, dès 2011, avait préconisé un règlement pacifique de la crise libyenne, mais que l'Occident avait mis les Africains sur la touche et s'était employé à détruire l'État libyen, ce dont nous subissons tous les conséquences encore aujourd'hui.

**M. Korbich** (Ghana) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Royaume-Uni de tous ses efforts durant les négociations sur la résolution 2629 (2022). Le Ghana a voté pour la résolution à la fois parce qu'il souhaite que le processus libyen progresse et parce qu'il a voulu privilégier le consensus. Il est toutefois regrettable que la résolution n'ait évoqué ni les questions liées au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, ni la réconciliation, et qu'elle n'ait pas abouti à un renouvellement de fond du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

Au cours des négociations, les trois pays africains membres du Conseil de sécurité ont appelé à ce que ce renouvellement donne davantage de corps au mandat

de la MANUL, afin de favoriser la prévisibilité et de permettre la planification nécessaire pour répondre à la myriade de défis auxquels le peuple libyen est confronté. Nous tenons à souligner que la réconciliation donnerait au peuple libyen la possibilité de panser ses plaies et d'avancer à l'unisson sur la voie du développement pacifique de son pays.

**M. Kiboino** (Kenya) (*parle en anglais*) : Le Kenya estime qu'il est d'une importance cruciale que l'ONU appuie sans réserve le processus de paix en Libye, avec conviction et sur le terrain. C'est pourquoi nous avons voté ce matin pour la prorogation du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

Le processus de paix a été émaillé de faits nouveaux remarquablement encourageants ces deux dernières années, ce qui témoigne de l'engagement du peuple libyen et de sa volonté de faire en sorte que le pays entame une nouvelle ère de paix et de stabilité. Un tel engagement exige que la Mission des Nations Unies se voie confier un mandat robuste et de fond, qui lui permette de jouer un rôle d'appui efficace à cet égard.

Il est vivement regrettable, cependant, qu'après trois prorogations techniques consécutives du mandat de la MANUL, le Conseil ait une fois de plus échoué à convenir d'un mandat suffisamment consistant et ait en définitive abouti à une quatrième reconduction technique. Il ne nous faut pas oublier que le mandat de la MANUL doit servir les intérêts du peuple libyen. Il est regrettable que le Conseil se montre incapable de structurer l'appui des Nations Unies de manière à honorer ces responsabilités conformément aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Pour réussir à régler un conflit, il faut une hiérarchisation et une chronologie des activités qui s'inscrivent dans un cadre de paix global et élargi, afin d'obtenir des résultats durables. Nous sommes convaincus qu'il convient d'intégrer un dialogue et un processus de réconciliation dirigés et contrôlés par les Libyens à tous les aspects et toutes les étapes du processus de paix libyen, et l'impasse politique actuelle rend cette nécessité plus cruciale que jamais.

À plusieurs reprises, dans cette même salle, le représentant de la Libye et d'autres intervenants ont insisté sur l'impératif d'un processus national de dialogue et de réconciliation. À tout le moins, le Conseil doit écouter les besoins des États Membres concernés et faire en sorte d'y répondre favorablement.



Nous sommes donc déçus que le mandat de la MANUL sur lequel nous comptons, qui aurait permis d'appuyer un processus national de dialogue et de réconciliation inclusif et global, ne se soit pas matérialisé. Nous continuerons de relayer la voix du peuple libyen en plaidant pour cette nécessité, entre autres questions importantes dont la plupart d'entre nous conviennent qu'elles doivent être intégrées à la prochaine résolution.

Enfin, nous réaffirmons notre attachement au processus de paix en Libye et continuerons d'insister pour que les décisions prises répondent effectivement à un processus de paix véritablement dirigé et contrôlé par les Libyens.

**M. Xing Jisheng** (Chine) (*parle en chinois*) : À l'heure actuelle, le cessez-le-feu en Libye est globalement respecté, malgré un accroissement notable des incertitudes relatives au processus politique et des risques et défis que cela suscite. Il est impératif que les parties en Libye renforcent le dialogue et la consultation et parviennent rapidement à un consensus sur les modalités pertinentes de la transition politique, afin de remettre cette dernière sur la bonne voie. Nous espérons que les parties libyennes enregistreront des progrès concrets durant le prochain cycle de réunions qui se tiendra au Caire en mai.

Dans les circonstances actuelles, le rôle de médiation de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) est plus important encore. Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 2629 (2022), qui proroge son mandat. Nous espérons que la MANUL continuera de veiller à ce que le processus reste contrôlé et dirigé par les Libyens, qu'elle redoublera d'efforts auprès des États et organisations régionales concernés et qu'elle intensifiera ses efforts de médiation pour jouer un rôle plus positif et constructif dans l'instauration de la paix et de la stabilité en Libye.

En plus de proroger le mandat de la MANUL, la résolution prie le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité tous les 30 jours. Cela peut aider le Conseil à mieux suivre l'évolution de la situation en Libye et à y répondre. La résolution prie également le Secrétaire général de nommer un représentant spécial rapidement pour traiter de la question libyenne. La Chine espère que le Secrétaire général désignera très vite un candidat pour ce poste, spécifiquement un candidat africain, afin de tirer pleinement parti du rôle de médiation politique de la MANUL.

**M<sup>me</sup> Gasri** (France) : Je vous remercie, Madame la Présidente, des efforts que vous avez déployés, ainsi que votre équipe, dans cette négociation qui a permis d'aboutir à l'adoption de la résolution 2629 (2022) à l'unanimité.

En votant pour ce texte, la France réaffirme son plein soutien à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et à la restructuration de la Mission, conformément aux recommandations de l'examen stratégique des Nations Unies, qui sont désormais entérinées par le Conseil de sécurité. C'est une première étape essentielle pour donner à la MANUL tous les outils nécessaires lui permettant de jouer pleinement son rôle de médiation. Il faut désormais que le Secrétaire général nomme sans délai un représentant spécial, comme le demande la résolution que nous venons d'adopter.

Une mission politique efficace, dotée d'une ligne hiérarchique claire qui fait rapport au Conseil, est nécessaire pour permettre à la Libye de surmonter les nombreux défis auxquels elle est aujourd'hui confrontée. Après le report des élections présidentielle et parlementaires en décembre, il y a urgence à remettre la Libye sur la voie des élections, afin de pouvoir avancer sur le chemin de la paix, du dialogue et de la réconciliation. La médiation des Nations Unies doit l'y accompagner, ce qui implique également que le Conseil de sécurité renoue à l'avenir avec un mandat substantiel et prévisible d'un an. Il est aussi de la responsabilité du Conseil d'encourager les Libyens à résoudre leurs différends pour permettre la tenue des élections aussi rapidement que possible.

**M. DeLaurentis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont déçus que, une fois de plus, les négociations n'aient pas permis d'aboutir à l'adoption d'un mandat substantiel, d'une durée d'un an, qui autorise la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) à poursuivre son action en Libye en la dotant des fondements dont elle a besoin pour réussir. La MANUL est un partenaire clef en Libye, notamment en ce moment critique où le dialogue facilité par les Nations Unies commence à remettre le processus politique sur les rails. Une résolution réduite à sa plus simple expression, qui ne fournit aucune orientation sur plusieurs questions cruciales, n'envoie pas le bon message au peuple libyen et risque de laisser les fauteurs de troubles s'accrocher au statu quo, voire pire.

Nous sommes particulièrement déçus que la délégation russe ait exigé que soient supprimés de la résolution 2629 (2022) plusieurs éléments qui auraient

fourni à la MANUL les orientations et les ressources dont elle a besoin sur des questions cruciales, comme la réconciliation et la réforme du secteur de la sécurité. Le fait que la Russie ait insisté pour que le mandat ne dure que trois mois, prétendument pour faciliter la nomination du représentant spécial du Secrétaire général, aura l'effet inverse. La brièveté du mandat complique sérieusement la capacité de l'ONU de recruter un chef de mission. Elle génère également des incertitudes pour le peuple libyen et ses dirigeants quant à l'engagement du Conseil de sécurité envers la Libye. Enfin, le fait de réexaminer le mandat tous les quelques mois ralentit les progrès de la MANUL concernant ses projets de long terme visant l'élaboration de solutions durables aux problèmes de la Libye.

Ne nous y trompons pas : ce n'est pas le Conseil de sécurité tout entier qui a déçu le peuple libyen aujourd'hui. Quatorze membres du Conseil étaient favorables à un mandat substantiel d'un an, qui renforce l'aptitude de la MANUL à faire avancer la Libye vers la stabilité et une paix inclusive.

Je tiens à remercier le Royaume-Uni, en sa qualité de rédacteur du texte, ainsi que tous les membres du Conseil qui l'ont négocié de bonne foi, en particulier les trois membres africains du Conseil de sécurité qui ont insisté, en vain, pour que des dispositions cruciales concernant la réconciliation et la réforme du secteur de la sécurité y soient intégrées. Il incombe au Conseil de sécurité de veiller à ce que nous tenions compte des vues de tous les membres du Conseil à l'avenir, et que nous ne laissions pas un membre prendre le mandat en otage.

Les États-Unis continueront d'appuyer pleinement les efforts déployés par les Nations Unies pour ouvrir, dès que possible, la voie qui mènera à des élections libres et régulières, dirigées par les Libyens. Il s'agit notamment d'apporter notre plein appui à l'initiative lancée par la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la Libye, Stephanie Williams, pour parvenir à un accord négocié sur le cadre constitutionnel des élections. Nous appelons les délégations de la Chambre des députés et du Haut Conseil d'État à œuvrer à cet objectif dans un esprit constructif.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante du Royaume-Uni.

Je me félicite de l'adoption de la résolution 2629 (2022), qui renouvelle le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Je me félicite tout particulièrement de la décision d'appliquer les recommandations de l'examen stratégique indépendant et j'attends avec intérêt la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général.

La résolution réaffirme également l'attachement ferme du Conseil aux efforts des Nations Unies pour contribuer à ouvrir la voie à la tenue d'élections présidentielle et législatives libres, régulières et inclusives. Je renouvelle l'appel lancé par le Royaume-Uni à toutes les parties prenantes pour qu'elles prennent une part constructive aux consultations interlibyennes en cours afin de parvenir à un accord sur la base constitutionnelle et juridique des élections.

Je tiens également à remercier la grande majorité des membres du Conseil de leur mobilisation constructive et de la souplesse dont ils ont fait preuve tout au long des négociations. En tant que rédacteurs chargés de ce dossier, nous avons déployé des efforts considérables pour réunir le consensus sur une résolution qui aurait donné à la MANUL davantage de stabilité pour exécuter son mandat à plus longue échéance. Malheureusement, cela s'est révélé impossible. La Russie s'est une fois de plus isolée. En ne rejoignant pas le consensus qu'avaient forgé les 14 autres membres du Conseil, elle a empêché de confier à la MANUL un mandat de plus longue durée, comme le demandaient les Libyens et l'ONU. À l'avenir, nous appelons la Russie à se montrer à la hauteur des responsabilités qui sont les siennes en tant que membre du Conseil de sécurité, et à se rallier au consensus réuni par le reste du Conseil concernant un mandat substantiel de la MANUL.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste.

*La séance est levée à 10 h 35.*